

FICHE D'ACTUALITÉ #26



13 juin 2025

L'espace baltique Quelle défense des Etats baltes ?

Résumé

- L'interventionisme, le révisionnisme et l'impérialisme de la Russie sur la scène internationale constituent la source de préoccupation principale pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.
- Les politiques de défense des Etats baltes reposent sur une approche globale, combinant l'attention accrue portée aux capacités de la défense nationale, le rôle central attribué à la défense collective, et le renforcement de la préparation et de la résilience de la population dans son ensemble.

Membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) et de l'Union européenne (UE) depuis 2004, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont rétabli leur indépendance au début des années 1990, après un demi-siècle d'occupation soviétique. Sitôt l'indépendance retrouvée, ces trois Etats ont conçu leurs politiques étrangères et de défense dans une optique résolument euro-atlantique. L'enjeu était de sécuriser l'existence libre et souveraine de leurs pays face à une Russie perçue, au mieux, comme un voisin peu coopératif et méprisant, au pire, comme une menace.

Cette fiche s'intéresse aux principales caractéristiques des politiques de défense des Etats baltes. Elle présente d'abord le contexte en soulignant les traits saillants de leur relation avec la Russie depuis la chute de l'URSS. Elle analyse ensuite les principales mesures qu'ils ont prises en matière de défense depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Elle conclut sur la manière dont ils envisagent l'avenir de la sécurité européenne, fondée sur des capacités nationales de défense renforcées, une solidarité entre alliés et une posture ferme face à la Russie.

Contexte - L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie face à la Russie

Les relations avec la Russie sont un élément de contexte incontournable pour comprendre le positionnement et l'action de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie sur la scène internationale, ainsi que les orientations plus spécifiques que ces trois Etats donnent à leurs politiques de défense. Les spécialistes de la région évoquent souvent, en premier lieu, le poids du passé pour expliquer les tensions qui caractérisent ces rapports. La Russie n'a jamais explicitement reconnu l'occupation des pays baltes par l'URSS en 1940, et Vladimir Poutine a même réhabilité, en 2014, le pacte Molotov-Ribbentrop de 1939, dont les protocoles secrets avaient établi les sphères d'influence allemande et soviétique en Europe orientale. Une certaine arrogance dans la diplomatie et la politique russes à l'égard de ses voisins, largement documentée par des chercheurs, illustre aussi la mise en scène par Moscou de sa supériorité, et plus largement son refus de considérer les Etats baltes comme des interlocuteurs à part entière. La démarche résolument interventionniste, révisionniste et impérialiste de la Russie sur la scène internationale constitue enfin une source de préoccupation majeure pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.



Carte de l'espace baltique. Source : <https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-la-russie-veut-elle-redessiner-les-frontieres-de-la-baltique>

A l'aube de la dissolution de l'URSS, alors que les trois pays baltes sont déjà engagés dans le processus de rétablissement de leur indépendance, la Lettonie et la Lituanie subissent en 1991 l'assaut des forces soviétiques, qui provoquent plusieurs victimes civiles. Moscou se montre ensuite particulièrement difficile lors des négociations sur le retrait des troupes russes des États baltes. Pour freiner le processus, la Russie instrumentalise déjà la question des droits des populations russophones. L'occupation soviétique a en effet significativement modifié la composition démographique de l'Estonie et de la Lettonie, et, dans une moindre mesure, celle de la Lituanie. La part des populations russophones en Estonie et en Lettonie est passée d'environ 10 % en 1940 à plus de 30 % en 1991. À l'issue de lourdes négociations, les troupes russes évacuent définitivement le territoire de la Lituanie en août 1993, puis celui de l'Estonie et de la Lettonie en août 1994.

Durant les décennies 1990 et 2000, la Russie n'hésite cependant pas à recourir à divers moyens de pression contre les pays baltes, allant des sanctions sur les produits agroalimentaires aux coupures d'approvisionnement énergétique. Avec plus ou moins de radicalité selon les périodes, Moscou s'oppose également à l'aspiration des trois États baltes à rejoindre l'Otan. Si, au final, l'intégration de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie à cette dernière et à l'UE se déroule dans un contexte de relative accalmie en 2004, les relations avec la Russie reviennent rapidement à leur état habituel, qualifiées par une chercheuse lituanienne de « constamment mauvaises à inexistantes »¹.

En 2007, l'Estonie fait face à une vaste campagne d'attaques informatiques visant ses institutions politiques, administratives, économiques ainsi que ses médias. Ces attaques surviennent dans un

¹ Dovilė JAKNIUNAITĖ, « Nuo stabiliai blogų prie jokių : Lietuvos ir Rusijos santykiai 2004-2021 metais », dans Dovilė Jakniūnaitė, Česlovas Vytautas Stankevičius, Vilenas Vadapalas, Gediminas Vitkus, Dainius Žalimas, *Lietuvos ir Rusijos sutartis dėl tarpvalstybinių santykių pagrindų*, Vilnius, Mykolo Romerio universitetas, 2021, pp. 163-179.

contexte de crise diplomatique entre Moscou et Tallinn à la suite de la décision des autorités estoniennes de déplacer un monument commémorant les soldats soviétiques de la Seconde Guerre mondiale. Véritable électrochoc, ces cyberattaques marquent un tournant dans la prise de conscience de l'importance du cyber pour la défense et la sécurité nationale. L'Estonie, déjà très avancée dans le domaine du numérique, s'érige progressivement en véritable leader de la cybersécurité. Elle accueille ainsi, dès 2008, le Centre d'excellence pour la cyberdéfense en coopération (CCDCOE) de l'Otan.

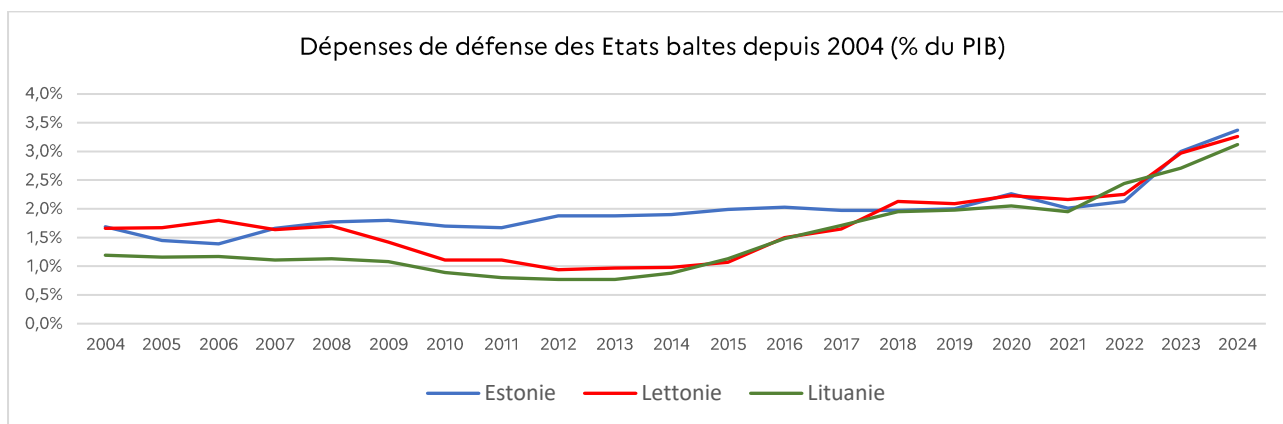
La guerre entre la Géorgie et la Russie en 2008, à l'issue de laquelle Moscou reconnaît l'indépendance des territoires séparatistes géorgiens d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, est perçue par les élites et les sociétés civiles baltes comme une preuve supplémentaire du comportement hégémonique de la Russie et de la menace qu'elle représente pour la sécurité européenne. Les Baltes dénoncent un acte d'ingérence pouvant se reproduire dans d'autres territoires que la Russie pourrait considérer comme faisant partie de sa « sphère d'influence ». Andrius Kubilius, ancien Premier ministre lituanien, chef du parti conservateur alors dans l'opposition au moment de la guerre russo-géorgienne, et Commissaire européen à la Défense et à l'Espace depuis 2024, déclare à l'époque : « Le prochain sera peut-être l'Ukraine, et ensuite ce pourra être notre tour »². En plus de se mobiliser en faveur de la Géorgie, les pays baltes tirent la sonnette d'alarme et cherchent des leviers pour consolider leur propre défense. Dans le contexte des difficultés économiques nationales majeures découlant de la crise financière mondiale de 2007, ils doivent néanmoins combiner avec la faiblesse des ressources nationales disponibles pour leur défense. Ils insistent sur la nécessité de préparer, au sein de l'Otan, des plans de défense qui leur soient dédiés. En dépit de réticences initiales de certains de leurs alliés, ces plans de défense régionaux – initialement destinés à la Pologne – sont élargis aux pays baltes et font l'objet d'une annonce officielle au sommet de l'Otan à Lisbonne en 2010.

L'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014 et son intervention dans le Donbass ukrainien marquent un point de non-retour dans les relations des Etats baltes et la Russie. Tallinn, Riga et Vilnius condamnent fermement l'agression russe, s'affirment comme de fervents défenseurs de la cause ukrainienne et se mobilisent activement pour prévenir et contrer l'expansion de la menace russe. Ils investissent dès lors massivement dans leur défense et négocient auprès de leurs alliés des mesures de dissuasion et de défense supplémentaires. Dans ce contexte, l'Otan lance son Plan de réactivité (*Readiness Action Plan*, RAP) lors du sommet au Pays de Galles en 2014. Ce plan se traduit notamment par le renforcement de la police du ciel de l'espace aérien balte. Lors du sommet de Varsovie en 2016, les Alliés établissent également une présence avancée renforcée (*enhanced Forward Presence*, eFP), se concrétisant par un déploiement de groupements tactiques multinationaux (l'équivalent d'un bataillon) dans les pays baltes et en Pologne.

² Archives privées de Marielle Vitureau citées dans Katerina KESA, *Pays récepteurs d'assistance étrangère et pays donneurs : la place et le rôle des États baltes entre pays nordiques et États postsoviétiques au prisme de l'action de parrainage (1985-2013)*, Thèse de doctorat, INALCO, 2015, p. 225.

Analyse - La défense et la résilience au cœur des préoccupations des Etats baltes depuis 2014

Les politiques de défense des Etats baltes reposent sur une approche globale combinant, en plus de la défense collective, les capacités militaires nationales avec la résilience de l'ensemble des citoyens.



Données du SIPRI consultées le 10 juin 2025 : <https://milex.sipri.org/sipri>

Concernant les forces armées nationales, les trois pays ont en commun de maintenir un service militaire obligatoire. Sans interruption depuis les années 1990, l'Estonie organise ses forces de défense sur un modèle dual. C'est une armée d'active modeste renforcée par une armée de réserve composée principalement des réservistes ayant accompli leur service militaire obligatoire. En tout, près de 20 % de la population estonienne est aujourd'hui inscrite au registre de mobilisation. La Lettonie et la Lituanie adoptent une démarche un peu différente. Après s'être engagée dans la professionnalisation de leurs forces armées dans les années 2000, les deux pays rétablissent la conscription - la Lituanie en 2015, la Lettonie en 2023 -, dans un contexte de dégradation de leur environnement de sécurité.

Cela conduit aussi à une augmentation significative des budgets de défense. Aujourd'hui, leur effort de défense dépasse les 3 % du PIB avec une tendance à la hausse, jusqu'à 6 % du PIB à l'horizon 2030. Ce réarmement se traduit directement par la modernisation et l'acquisition de nouveaux équipements. Parmi les contrats les plus significatifs peuvent être cités l'achat du système allemand de défense antiaérien IRIS-T par l'Estonie et la Lettonie, des systèmes d'artillerie M142 HIMARS auprès des Etats-Unis par les trois pays baltes, des chars allemands Leopard 2A8 par la Lituanie, des véhicules de combat ASCOD à l'Espagne par la Lettonie, ou encore des canons français CAESAR par l'Estonie et la Lituanie.



Le chef d'état major des armées lituanien et l'ambassadrice de France en Lituanie lors des exercices militaires « Barbara's Resolve » réunissant la France, les Etats-Unis et la Lituanie en Lituanie en juillet 2023, devant un canon Caesar Mark I produit par KNDS France. Source : <https://kariuomene.lt/kas-mes-esame/naujienos/pirma-karta-lietuvoje-savaeiges-haubicos-caesar-atlieka-ugnies-uzdavinius/25448>

Pour renforcer leurs capacités de dissuasion et de défense, Tallinn, Riga et Vilnius entreprennent par ailleurs d'autres initiatives marquantes. A l'instar de la Pologne, qui renforce sa frontière orientale avec le « bouclier de l'Est », les trois pays baltes lancent, en 2024, un projet similaire de ligne de défense. Celui-ci prévoit la construction d'un réseau de bunkers, l'installation d'équipements de contre-mobilité, des barrages routiers, ainsi que la pose de charges explosives sous des ponts. En mars 2025, la Lituanie se retire de la convention d'Oslo interdisant les armes à sous-munitions. Dans la foulée, les trois Etats baltes, au même titre que Pologne, annoncent leur retrait de la convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel.

La préparation à la défense repose également sur des actions visant à renforcer la résilience des populations. Portées à la fois par les autorités publiques et par la société civile, diverses initiatives développent la capacité des citoyens à faire face à une diversité de menaces, à réagir de manière appropriée en situation de crise et, le cas échéant, à résister et à participer à la défense du pays en temps de guerre. Cela prend la forme de multiples campagnes d'information et de sensibilisation, comme la réalisation de « manuels de survie » et des modules de formation ouverts à tous sur des sujets tels que la mobilisation, la résistance civile ou encore le soutien du pays hôte lors de l'arrivée des forces armées alliées.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les citoyens baltes s'engagent aussi massivement dans des organisations de défense regroupant des volontaires civils, telles que la Ligue de défense estonienne et l'Union des tireurs lituaniens. Bénéficiant d'une grande autonomie, tout en étant soutenues et encadrées par l'Etat, ces structures ont pour objectif de renforcer la capacité des populations à résister et à défendre leur pays. Selon les dernières données disponibles, elles comptent environ 29 000 membres en Estonie et 17 000 en Lituanie. Ces chiffres incluent les membres appartenant à des organisations de jeunesse ouvertes aux citoyens dès l'âge de 7 ans en Estonie et 11 ans en Lituanie.



Membres du corps des filles de la Ligue de défense estonienne. Source : <https://kodututred.ee/galerii/patrullvoistlus-ernake-2024/>

Perspectives - L'avenir de la sécurité du flanc est de l'Europe selon les Baltes

Dans le contexte de glissement du centre de gravité de l'Europe vers l'est consécutif à la guerre menée par la Russie en Ukraine, les trois Etats baltes occupent une place particulière. L'attribution du poste de Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité à l'Estonienne Kaja Kallas, ainsi que de celui de Commissaire à la Défense et à l'Espace au Lituanien Andrius Kubilius

en 2024, démontre une meilleure prise en compte des lectures stratégiques de ces pays à l'échelle européenne.

Face à la menace russe, identifiée depuis des années par Tallinn, Riga et Vilnius et dont le potentiel est pris très au sérieux pour l'avenir, les Etats baltes s'organisent et se préparent. Puisqu'ils considèrent que l'issue de la guerre en Ukraine est déterminante pour leur propre sécurité et pour celle de l'Europe dans son ensemble, ils s'affirment parmi les principaux supporteurs de la cause ukrainienne et se positionnent en leaders, en termes de part du PIB, de l'aide apportée à Kyiv. Ils ne cessent dans le même temps de renforcer leurs capacités de défense nationale. La phrase très médiatisée de la ministre de la Défense lituanienne, prononcée lors de sa visite à Washington en mars 2025, affirmant que la seule manière de négocier avec la Russie est de mettre « les armes sur la table »³, illustre l'approche des Baltes dans leur positionnement vis-à-vis de la Russie.

Enfin, très attachés au principe de défense collective et conscients de leur capacité limitée à faire face seuls durablement à la menace russe, les Etats baltes sont particulièrement soucieux de maintenir des liens étroits avec leurs alliés. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont toujours cherché à s'affirmer comme de bons et fiables partenaires puis alliés, en apportant par exemple leur soutien militaire en Afghanistan ou en Afrique, à l'image de la contribution de l'Estonie à la Task Force Takuba au Mali. En plus des Etats-Unis, les Etats baltes comptent aujourd'hui sur leurs alliés européens pour renforcer la défense du flanc oriental de l'Otan et de l'UE. L'inauguration d'une brigade militaire allemande en Lituanie en mai 2025 - le premier déploiement militaire permanent de l'Allemagne à l'étranger depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale - illustre cette dynamique.

Pour aller plus loin

- Cultures Monde, « **De Stockholm à Riga : préparer les esprits** », avec Živilė KALIBATAITĖ et Barbara KUNZ, *France Culture*, 10 janvier 2023. Ecouter à l'adresse : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/de-stockholm-a-riga-preparer-les-esprits-9155048>
- Martin HURT, Mārtiņš VARGULIS, Liudas ZDANAVIČIUS, Tomas JERMALAVIČIUS, *Baltic Defence Development: Adding Value to the Defence of the Baltic Sea Region*, ICDS, Tallinn, mars 2023. Lire à l'adresse : <https://icds.ee/en/baltic-defence-development-adding-value-to-the-defence-of-the-baltic-sea-region/>
- Emilija PUNDZIŪTE-GALLOIS, *Les Etats baltes face à la Russie sur fond de crise ukrainienne : la gestion d'une situation précaire*, CERi, Sciences Po, Paris, 3 février 2015. Lire à l'adresse : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/les-etats-baltes-face-la-russie-sur-fond-de-crise-ukrainienne-la-gestion-d-une-situation-pre>
- Nathan WOOD, « **Embrace Poland and the Baltic States for Embracing Anti-Personal Mines** », *War on the Rocks*, 6 juin 2025. Lire à l'adresse : <https://warontherocks.com/2025/06/embrace-poland-and-the-baltic-states-for-embracing-anti-personnel-mines/>

³ Lucas Y. TOMLISON, « Lithuanian defense minister: Only way to negotiate with Russia is with a 'gun on the table' », *FoxNews*, 10 mars 2025. Accessible à l'adresse : <https://www.foxnews.com/world/lithuanian-defense-minister-only-way-negotiate-russia-gun-table>

- **Bibliographie**

Cette fiche s'appuie sur des informations recensées dans les sources suivantes :

AFP, *Manœuvres russes : l'OTAN aux aguets pour jauger la démonstration de force*, France 24, 2017, <https://www.france24.com/fr/20170907-manoevres-russes-lotan-aguets-jauger-demonstration-force>

Estonian Defence League, *About the Estonian Defence League*, Kaitseliit, <https://www.kaitseliit.ee/en/edl>

Eitvydas BAJARŪNAS, *The Baltics Adapt to Trump*, Center for European Policy Analysis, 2024, <https://cepa.org/article/the-baltics-adapt-to-trump/>

Elie GUIDI, *Armes à sous-munitions : pourquoi la Lituanie se retire de la Convention d'Oslo*, La Croix, 2025, <https://www.la-croix.com/international/armes-a-sous-munitions-pourquoi-la-lituanie-se-retire-de-la-convention-d-oslo-20250306>

Chloé HOORMAN, *La Lituanie, aux avant-postes de la défense de l'Europe*, Le Monde, 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/14/la-lituanie-aux-avant-postes-de-la-defense-de-l-europe_6545960_3210.html.

IISS, *Military Balance Plus*, International Institute for Strategic Studies, <https://milbalplus-iiss.org.cdem.idm.oclc.org/member/PeoplePlaces.aspx>

Dovilė JAKNIŪNAITĖ, Česlovas Vytautas Stankevičius, Vilenas Vadapalas, Gediminas Vitkus, Dainius Žalimas, *Lietuvos ir Rusijos sutartis dėl tarpvalstybinių santykių pagrindų*, Vilnius, Mykolo Romerio universitetas, 2021.

Živilė KALIBATAITĖ, *La reconnaissance internationale par la projection de la force armée: le cas de la politique d'intervention militaire extérieure de la Lituanie (1994-2019)*, thèse de doctorat, Université de Namur, Université Paris-Est, 2020

Kauno Diena, *Lietuvai prisiėks beveik 700 naujų Lietuvos šaulių sąjungos narių*, Kauno Diena, 2023, <https://kauno.diena.lt/naujienos/lietuva/salies-pulsas/lietuvai-prisieks-beveik-700-nauju-lietuvos-sauliu-sajungos-nariu-1215617>

Katerina KESA, *Pays récepteurs d'assistance étrangère et pays donateurs : la place et le rôle des États baltes entre pays nordiques et États postsoviétiques au prisme de l'action de parrainage (1985-2013)*, Thèse de doctorat, INALCO, 2015

Łukasz KULESA, « Europe centrale et orientale : nouveau centre de gravité ou trublion ? », *Politique étrangère*, 241(1), 2024, traduit de l'anglais Cadenza Academic Translations, pp. 37-49, <https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2024-1-page-37?lang=fr>

Laurent LAGNEAU, *L'Estonie et la Lettonie vont mutualiser leur achat de systèmes allemands de défense aérienne IRIS-T SLM*, Zone Militaire, 2023, <https://www.opex360.com/2023/05/22/lestonie-et-la-lettonie-vont-mutualiser-leur-achat-de-systemes-allemands-de-defense-aerienne-iris-t-slm/>

Laurent LAGNEAU, *La Lituanie a officialisé la commande de 44 chars Leopard 2A8 auprès de l'Allemagne*, Zone Militaire, 2024, <https://www.opex360.com/2024/12/17/la-lituanie-a-officialise-la-commande-de-44-chars-leopard-2a8-aupres-de-l-allemande/>

Laurent LAGNEAU, *L'armée de Terre noue un partenariat inédit avec la Ligue de défense estonienne*, Zone Militaire, 2023, <https://www.opex360.com/2023/09/01/larmee-de-terre-noue-un-partenariat-inedit-avec-la-ligue-de-defense-estonienne/>

Augustė LYBERYTE, Ūla KLIMASEVSKA, Austėja PAULAUSKAITE, ELTA, *Vilniuje pasirašytame memorandumė įtvirtintas siekis gynybai skirti bent 5 proc. BVP*, LRT, 2025, <https://www.lrt.lt/naujienos/pasaulyje/6/2580125/vilniuje-pasirasytame-memorandume-itvirtintas-siekis-gynybai-skirti-bent-5-proc-bvp>

Ministère de la Défense d'Estonie, *Defence Forces*, MIL.ee , <https://mil.ee/en/defence-forces/>

Vilius NARKUNAS, ELTA, LRT.lt, *Prezidentas : įsipareigojame gynybai skirti nuo 5 iki 6 proc. BVP*, LRT, 2025, <https://www.lrt.lt/naujienos/lietuvoje/2/2462663/prezidentas-ispipareigojame-gynybai-skirti-nuo-5-iki-6-proc-bvp>

SIPRI, *SIPRI Military Expenditure Database*, SIPRI, <https://milex.sipri.org/sipri>

Charles SZUMSKI, *L'Allemagne déploie sa première brigade permanente à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale*, Euractiv, 2024, <https://www.euractiv.fr/section/defence/news/lallemagne-deploie-sa-premiere-brigade-permanente-a-letranger-depuis-la-seconde-guerre-mondiale/>

Amélie ZIMA, « La présence avancée renforcée de l'Otan (eFP) dans les pays baltes et en Pologne. Apports et limites de la dissuasion conventionnelle multilatérale », Note de recherche, n°131, IRSEM, 2022, https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2025/03/nr-irsem-131-zima-otan.pdf

Amélie ZIMA, « Fortifier la Pologne ? Le projet de bouclier Est », Briefings de l'Ifri, Ifri, 2024, <https://www.ifri.org/fr/briefings/fortifier-la-pologne-le-projet-de-bouclier-est>